

► Parmi toutes les propositions que vous faites dans votre rapport, quelle est celle qui vous paraît politiquement prioritaire ?

**M.H.** Toutes les propositions sont prioritaires, car c'est par leur combinaison intelligente que nous pourrions œuvrer à enrayer le déclin du français. Cependant, une proposition me paraît particulièrement importante, car elle viendrait nourrir la tradition plurilingue qui existe depuis des siècles sur le continent européen : il s'agit de promouvoir l'enseignement obligatoire de deux langues étrangères dans les systèmes éducatifs nationaux, ce qui n'est aujourd'hui le cas que dans sept pays sur les vingt-cinq que comptera l'Union européenne le 1<sup>er</sup> mai prochain. L'exemple de l'Espagne est révélateur : on y recense aujourd'hui 1,3 millions d'élèves qui apprennent le français contre seulement 250.000 en 1998, lorsqu'une seule langue vivante était enseignée à l'école. ■

## 2. LA LANGUE, FACTEUR DE PUISSANCE ÉCONOMIQUE

Entretien avec François GRIN  
(Professeur d'économie à l'École de traduction et d'interprétation  
de l'Université de Genève et membre de la Délégation  
à la langue française de Suisse romande)

► De façon générale, qu'est-ce que l'économie des langues ? Quels sont vos axes de recherche, vos résultats les plus significatifs ?

**F.G.** L'économie des langues s'intéresse aux liens entre variables linguistiques et économiques, ainsi qu'à l'évaluation des politiques linguistiques. Mon travail porte, par exemple, sur la valeur salariale des compétences en langues étrangères ou le coût-efficacité des politiques publiques sur les langues. J'ai pu aussi constater que l'hégémonie de l'anglais donne lieu à des transferts de dizaines de milliards d'euros par année, en faveur des pays anglophones. Il n'y a aucune raison valable, qu'elle soit économique, politique ou simplement technique, qui justifie un tel cadeau de la part du reste du monde.

► Pensez-vous que la langue soit un facteur déterminant de puissance économique ?

**F.G.** La langue est liée au pouvoir politique et économique. Mais la causalité va du pouvoir à la langue plutôt que l'inverse. En d'autres termes, c'est la puissance géopolitique et économique des États-Unis qui explique la dominance de l'anglais. L'hégémonie de l'anglais contribue à la puissance des États-Unis, mais elle ne la garantit pas. Quant à l'Union européenne, elle peut s'affirmer en anglais, en français, en espéranto, ou en tant qu'ensemble résolument multilingue ; mais le problème est que selon les choix qu'elle fait sur ce plan, ce ne sera pas la même Europe...

► Au regard de vos travaux sur le coût engendré par la prédominance de l'anglais en Europe, quelles peuvent être les conséquences économiques d'une présence accrue du français en Union européenne, comme le préconisent les députés français ?

**F.G.** En termes de coûts pour l'Europe, remplacer de l'anglais par du français ne changerait pratiquement rien, car les deux langues présentent une difficulté d'apprentissage sensiblement égale, même si certains s'imaginent que l'anglais est facile. Ce qui changerait, c'est au niveau distributif : au lieu que des transferts massifs échoient aux anglophones, ils bénéficieraient aux francophones. Cela ne présenterait aucun avantage pour les Suédois, les Allemands ou les Hongrois. Dès lors, la promotion du français dans l'espace européen n'a de sens (et n'est politiquement vendable) qu'en tant que défense du plurilinguisme. Et il faut être cohérent : se battre pour le plurilinguisme, c'est considérer que la diversité est souhaitable et qu'elle contribue à notre qualité de vie. Il faut donc faire place aux langues régionales et minoritaires, précisément parce que celles-ci sont menacées.

► Le coût du multilinguisme en Europe représente aujourd'hui environ 30% du budget de l'institution parlementaire. Existe-t-il des chiffres comparables dans d'autres institutions, l'ONU, par exemple ?

**F.G.** Pas à ma connaissance. La difficulté tient au fait que l'appareillage conceptuel n'est pas prêt, car l'identification correcte des coûts n'est possible que si l'on définit clairement l'alternative, c'est-à-dire ce qui se passerait si l'on n'adopte pas la politique envisagée. C'est pour cela qu'à la Commission européenne, on commence à s'intéresser aux coûts du « non multilinguisme ».

► En fonction de vos travaux, si vous aviez un conseil à donner aux instances européennes, quel serait-il ?

**F.G.** En termes d'allocation des ressources, la diversité linguistique est nettement préférable à l'uniformité, et il vaut donc la peine de la défendre, exactement comme la qualité de l'environnement. Cependant, le plurilinguisme doit être effectif et recueillir une adhésion profonde auprès des citoyens européens : ceci exige un effort financier soutenu et une vision politique claire.

En termes de distribution des ressources, le « tout anglais » est extraordinairement inéquitable. Ainsi, comme les États-Unis n'enseignent plus guère de langues étrangères, ils épargnent ainsi au moins seize milliards de dollars par an, qui peuvent donc être investis ailleurs dans la recherche et la formation. C'est donc nous qui finançons, même indirectement, une partie de l'avance technologique et scientifique des États-Unis.

Il faut donc avant tout défendre et promouvoir le plurilinguisme européen, dont le français est un élément stratégiquement fort. Mais en même temps, il faut voir plus loin et songer à préparer le recours à l'espéranto pour le fonctionnement des organes de l'Union. Ceci vise à permettre à plus long terme l'émergence, au moindre coût, d'un espace politique européen réellement démocratique et équitable. Bien que tout recours à l'espéranto soit en général rejeté d'office sur la base d'arguments d'une étonnante ignorance, sa pertinence, notamment sur le plan économique, en tant qu'élément d'une solution aux problèmes de communication et d'équité que soulève la construction de l'Europe reste intacte. Ceci se vérifie tant sur le plan de l'allocation que sur celui de la distribution des ressources. Mais c'est un recours à mettre en œuvre dans une logique de long terme, avec une planification sur une bonne vingtaine d'années. ■